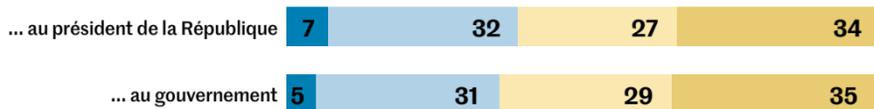


## Une insatisfaction face à la gestion de la crise

« Quelle confiance accordez-vous...? »

Tout à fait confiance Plutôt confiance Plutôt pas confiance Pas du tout confiance



« Voici une série de mesures appliquées dans certains pays contre la propagation du coronavirus, y êtes-vous favorable ou pas ? »

Favorable Ni favorable ni défavorable Défavorable



Infographie : Le Monde • Source : Ipsos

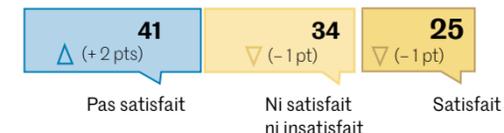
L'ensemble des résultats de ce sondage sont exprimés en %. Enquête réalisée du 15 au 16 avril par Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof auprès d'un panel de 2 020 personnes constitué selon la méthode des quotas.

« Eprenez-vous de la colère quand vous pensez à la situation liée à la pandémie en France ? »

(Evolution par rapport aux résultats du sondage des 16 et 17 mars)



Etes-vous satisfait(e) ou pas de l'action du président de la République Emmanuel Macron



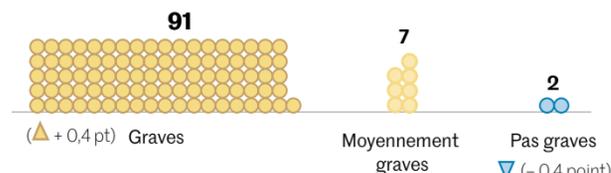
« Etes-vous satisfait de la manière dont le gouvernement gère le dossier du Covid-19 ? »



(Evolution par rapport aux résultats du sondage des 16 et 17 mars).

Vous diriez que les conséquences de l'épidémie sur l'économie en France sont aujourd'hui...

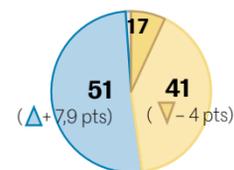
(Evolution par rapport aux résultats du sondage des 16 et 17 mars).



« Les mesures prises par le président de la République et son gouvernement pour protéger... »

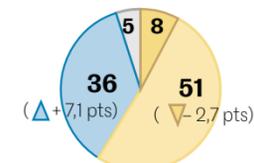
... la santé des Français sont... »

Exagérées Ni exagérées ni insuffisantes Insuffisantes Ne sait pas



... l'économie française sont... »

Exagérées Ni exagérées ni insuffisantes Insuffisantes Ne sait pas



# La défiance s'installe dans l'opinion

Le taux d'insatisfaits est passé de 46 % à 58 % en un mois, selon une enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof

### ANALYSE

Le 10 novembre 1942, au terme de la seconde bataille d'El-Alamein, succès important pour les alliés, point de bascule de la seconde guerre mondiale avec Guadalcanal et Stalingrad, Winston Churchill choisit des mots à la fois justes et lucides : « Ceci n'est pas la fin, ni même le commencement de la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » Cinq semaines après avoir sonné la « mobilisation générale » contre l'épidémie de Covid-19, un « ennemi invisible, insaisissable, qui progresse », Emmanuel Macron se retrouve, lui aussi, au mitan de sa « guerre sanitaire ».

Et face à une équation politique compliquée à résoudre : se projeter sur l'après sans crier victoire, insuffler une once d'espoir sans démobiliser les lignes arrières. Dimanche 19 avril, son premier ministre, Edouard Philippe, a donc usé de pédagogie pour esquisser les contours d'un déconfinement très progressif à partir du 11 mai. Puis, il a aussitôt freiné les ardeurs en assurant aux Français qu'ils ne retrouveront « probablement pas avant longtemps » leur « vie d'avant ».

LES CLIVAGES SOCIAUX ET POLITIQUES PRÉEXISTANTS SEMBLENT SE RENFORCER. COMME SI CETTE PANDÉMIE ACCENTUAIT LES LIGNES DE FRACTURE QUI RÉGNAIENT AVANT LA CRISE

Un exercice d'équilibriste périlleux face à une opinion toujours remontée contre l'exécutif, selon les données d'une nouvelle enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). En un mois, le taux d'insatisfaits sur la façon dont « le gouvernement gère la crise » est passé de 46 % à 58 % (première vague réalisée les 16 et 17 mars, la dernière les 15 et 16 avril). La défiance s'est installée à un niveau élevé malgré un léger mieux depuis l'enquête réalisée les 7 et 8 avril (60 % d'insatisfaction). La dernière prise de parole d'Emmanuel Macron annonçant la date de la fin du confinement a sans doute eu un effet non négligeable.

#### Indicateurs inquiétants

La confiance dans le président de la République, qui a augmenté au début de la crise, reste également presque stable (39 % contre 43 %, il y a un mois). Mais d'autres indicateurs sont inquiétants pour l'Elysée et Matignon, et la situation reste éruptive. 45 % des sondés disent ainsi éprouver de la « colère » face à cette situation (+ 5 points depuis un mois, avec un pic à 50 % début avril). 40 % des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec l'idée que le « gouvernement a mieux géré le coronavirus que la plupart des autres pays » (seulement 13 % d'accord, 47 % ni l'un ni l'autre). 51 % du panel considère enfin que les mesures prises pour protéger leur santé sont « insuffisantes ».

Face à cette crise longue et aux atermoiements de l'exécutif sur plusieurs sujets (les tests, les masques, etc.), la confiance des Français ne s'est pas effondrée mais elle s'est largement effritée. Et, dans le détail, les clivages sociaux et politiques préexistants semblent se renforcer. Comme si

cette pandémie accentuait dans l'opinion les lignes de fracture du macronisme qui régnaient avant la crise.

Loin de l'unité nationale rêvée par l'exécutif, le niveau de défiance vis-à-vis de la gestion de la crise est ainsi particulièrement fort chez les ouvriers (66 %), les chômeurs (64 %), les indépendants (62 %), les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen en 2017 (75 % et 79 %).

Ces clivages classiques semblent amplifiés par les conditions très particulières de cette crise. Notamment à cause du confinement qui n'est pas vécu de la même manière par tous les Français. Les personnes vivant à cinq ou plus (67 % de mauvaise opinion sur l'action de l'exécutif), les familles avec trois enfants ou plus (67 %), les bas revenus et les classes moyennes sont plus sévères à l'égard du gouvernement (61,3 % pour les foyers avec moins de 1250 euros de revenus par mois, 63 % pour les foyers disposant de 2500 à 3449 euros).

La propagation du coronavirus mine également la confiance envers quelques fondamentaux du macronisme. Ainsi, seulement 9 % des sondés se disent satisfaits de l'action de l'Union européenne (38 % se disent insatisfaits et 53 % ni l'un ni l'autre). Là aussi avec de fortes différences en fonction des catégories sociales.

#### Confiance minée

L'exécutif peut se réjouir d'autres aspects de cette vaste enquête. Dans l'ensemble, l'immense majorité des personnes interrogées approuvent les mesures prises depuis le début de la crise. Ainsi, 77 % se disent favorables à l'interdiction des déplacements non essentiels, seulement 10 % y sont rétifs. En un mois, cette approbation n'a reculé que de deux points. Une

L'OPINION, ANXIEUSE, SEMBLE EN ATTENTE DE DÉCISIONS PLUS DRASTIQUES. 75 % DES SONDES SOUHAITENT QUE LE PORT DU MASQUE SOIT OBLIGATOIRE « DÈS QUE L'ON SORT DE CHEZ SOI »

donnée essentielle pour le pouvoir, qui doit encore faire respecter le confinement au moins pendant trois semaines.

Et si l'on sort des questions politiques, l'opinion, anxieuse, semble même en attente de décisions encore plus drastiques. Dimanche soir, Edouard Philippe a expliqué que le port du masque pourrait être obligatoire dans certains lieux, notamment les transports. 75 % des sondés souhaitent même que ce type de protection soit obligatoire « dès que l'on sort de chez soi ».

Pour accompagner le déconfinement, le gouvernement a l'ambition de pouvoir tester les personnes présentant des symptômes et proposer un hébergement aux personnes infectées. Là encore, l'opinion veut aller plus loin. Les tests de dépistage « systématique » et la mise en quarantaine des personnes infectées sont plébiscités (81 % et 69 %).

Pour d'autres mesures encore plus radicales, le soutien est plus modéré mais reste quand même relativement élevé. Ainsi, 43 % des sondés approuvent l'idée d'un confinement intégral, 52 % la fermeture de toutes les entreprises non vitales...

Dans ce contexte extrêmement anxiogène, difficile encore de savoir comment l'opinion va évoluer dans les mois à venir. La confiance envers la gestion de la crise n'a cessé de baisser, sans avoir totalement disparu. Mais le gouvernement se retrouve face à de nombreuses zones de flou. Le renforcement de la colère et du scepticisme est-il simplement conjoncturel? Ces crispations vont-elles au contraire obliger l'exécutif à réellement « se réinventer », comme l'a laissé entendre Emmanuel Macron lors de son allocution du 13 avril?

#### Quinquennat déjà très perturbé

Au sein de la majorité, la bataille pour l'après a en tout cas déjà commencé et chacun commence à dévoiler ses cartes. Lundi 20 avril, dans le magazine *Le Point*, le député européen Stéphane Séjourné a prôné l'idée d'une « nouvelle majorité de projet », pas « un casting de façade », mais « une refondation », en plaidant pour « une jonction politique avec ceux qui veulent plus de solidarité, un Etat protecteur, une nouvelle Europe, mais aussi avec le projet écologiste ». De quoi irriter une partie de l'aile droite de la majorité...

A l'orée de ce débat, il est encore trop tôt pour savoir à quel point cette pandémie provoquera une inflexion dans un quinquennat déjà très perturbé par la mobilisation des « gilets jaunes » puis par le débat social sur la réforme des retraites. Reste que cette période très particulière pourrait marquer durablement les esprits : 85 % des sondés affirment ainsi qu'il faudrait consacrer plus d'argent public au secteur de la santé. L'un des dossiers brûlants du moment mais aussi des années à venir... ■

MATTHIEU GOAR

### Les Français plutôt rétifs au traçage

Alors qu'ils semblent très majoritairement en faveur de mesures contraignantes pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, les sondés se divisent sur la possibilité d'un suivi numérique de leurs déplacements. Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria, 41 % s'opposent à cette idée mise en place dans certains pays étrangers, 37 % y sont favorables, tandis que 22 % n'arrivent pas à trancher. Lors de sa dernière allocution, le 13 avril, M. Macron a souhaité que l'Assemblée nationale et le Sénat débattent de la mise en place d'un outil numérique de traçage des malades, sur la base du volontariat. « Il ne faut négliger aucune piste, aucune innovation », a déclaré le président de la République tout en restant prudent. Cette épidémie ne saurait affaiblir notre démocratie, ni mordre sur quelques libertés. » Dans *Le Monde* daté du 9 avril, Olivier Véran, ministre de la santé, et Cédric O, secrétaire d'Etat chargé du numérique, ont expliqué qu'ils travaillaient une application de ce type, dénommée « StopCovid ». Depuis, l'idée fait son chemin. Lors d'une des précédentes enquêtes de l'Ipsos, réalisée les 24 et 25 mars, 48 % des personnes interrogées étaient défavorables à un traçage, 34 % l'approuvaient et 18 % n'avaient pas d'opinion arrêtée.